

ENFOPRENSA

Agence guatémaltèque de presse



Informations du Guatemala

4^e année/ N° 176

Du 20 au 26 juin 1986

POLITIQUE

Blocage de Contadora

La démocratie et le répression ne sont pas compatibles

Lobos Zamora: les militaires font leur travail

L'Armée diffame le GAM

Le GAM: Cerezo doit tenir parole

Un prêtre guatémaltèque devant le Congrès américain

Confirmation de la visite de Cerezo au Mexique

INSURRECTION

Actions insurrectionnelles à El Petén

SITUATION SOCIALE

Les enseignants: manque de sérieux du Président

MOUVEMENT POPULAIRE

Protestations devant la hausse des transports

Grèves des planteurs de bananes et du personnel médical

DROITS DE L'HOMME

Violation de la liberté de presse au Congrès

Un séquestré présente des troubles psychologiques

Assassinée devant sa fille

REFUGIES

L'Ambassadeur Talavera: il y a encore 40.000 réfugiés

Situation positive des réfugiés nous indique la COMAR.

POLITIQUE

BLOCAGE DE CONTADORA

Le 24 juin, le journal du matin "La Jornada" signalait que les ministres plénipotentiaires du Guatemala, du Salvador, du Honduras et du Costa Rica ont entamé le 23 juin, dans la capitale du Salvador une réunion de deux jours destinée à bloquer la participation du Groupe Contadora dans la crise centre-américaine.

Selon cette information, la réunion s'est tenue à l'initiative du Ministère des Relations Extérieures du Salvador et au cours de cette réunion, le pays participants se sont mis d'accord sur une proposition d'alternative à l'Acte de Paix de Contadora.

40 P. 12315

LA DEMOCRATIE ET LA REPRESSION NE SONT PAS COMPATIBLES

Des délégués des travailleurs d'Uruguay, du Royaume-Uni, d'Espagne et de Belgique ont critiqué, le 19 juin, la persistance de la répression et de la militarisation au Guatemala, au cours d'une réunion de l'Organisation Internationale du Travail -OIT- à Genève, en Suisse.

Le délégué sud-américain a souligné que "la paix ne pouvait se construire sur base de plus de 38.000 disparus sans aucunes explications". Les représentants européens quant à eux soulignaient la nécessité de ce que "les faits dramatiques de tortures, emprisonnements et disparitions ne se reproduisent pas".

LOBOS ZAMORA: LES MILITAIRES FONT LEUR TRAVAIL

Le 18 juin, l'Ambassadeur du Guatemala au Panamá et l'ancien-chef de l'Etat-Major de l'Armée, le Général Lobos Zamora, déclarait qu'il ne renoncierait pas à son poste pour se mettre à la disposition des tribunaux, en dépit des accusations qui portent sur sa responsabilité directe dans de nombreux faits répressifs violants les Droits de l'Homme et qui ont été avancées par le Groupe d'Appui Mutuel, composé des proches des disparus.

Lobos a souligné: "Moi je me contentais de faire mon travail". Il a en outre fait part de sa certitude de ne pas être tenu à comparaître puisque "celui qui décide en dernière instance n'est autre que le Président".

L'ARMEE DIFFAME LA GAM

La GAM dénonçait, le 22 juin le fait que l'Armée poursuit une campagne de diffamation et de désinformation sur les activités dudit groupe. Les dirigeants du groupe confirment que les rumeurs portante sur la disparition présumée de sa dirigeante, Nineth Montenegro de García sont des preuves de la guerre psychologiques lancée par les Forces Armées.

LE GAM: CEREZO DOIT TENIR PAROLE

Le Groupe d'Appui Mutuel, dans un communiqué payant publié par la presse locale, le 20 juin souligne que le Président Cerezo doit tenir sa promesse en ce qui concerne la formation d'une Commission destinée à mener une enquête sur le lieu de détention des milliers de guatémaltèques ayant disparus pour des motifs politiques au cours de ces 6 dernières années. Le Groupe rétirère que ses membres ne comparaitraient pas devant les tribunaux en vue de témoigner étant donné l'absence totale de garanties de sécurité suffisantes.

UN PRETRE GUATEMALTEQUE DEVANT LE CONGRES AMERICAIN

Le 20 juin, à Washington, un prêtre guatémaltèque, Andrés Girón, au cours d'un exposé présenté devant le Congrès américain, sur invitation du représentant Patrick Leahy, indiquait que l'aide militaire américaine au Guatemala devait être transformée en aide économique pour l'achat de terres destinées à des paysans dépossédés.

Le père Girón, qui effectue son travail personnel dans le département de Escuintla, a mis l'accent sur la nécessité d'effectuer une réforme agraire dans son pays et il a indiqué que "le Président Cerezo ne le désirait nullement car il est exposé à des pressions de la part de l'Initiative Privée et des militaires".

CONFIRMATION DE LA VISITE DE CEREZO AU MEXIQUE

Le 23 juin, le secrétariat des Relations Extérieures du Mexique faisait savoir que le Président guatémaltèque se rendrait en visite au Mexique du 2 au 4 juillet, sur invitation de son homologue mexicain Miguel de la Madrid avec qui el aura des entretiens sur des thèmes d'intérêts pour les

deux pays. Parmi ces thèmes, on peut mentionner le renforcement des échanges commerciaux et la collaboration technique et culturelle. Abraham Talavera, Ambassadeur du Mexique au Guatemala, signalait, le 22 juin, que les mandataires allaient discuter des thèmes tels que la crise centre-américaine, des réfugiés guatémaltèques au Mexique et de l'aide en matière de pétrole.

INSURRECTION

ACTIONS INSURRECTIONNELLES A EL PETEN

Le 20 juin, les Forces Armées Rebelles -FAR- faisaient connaître une embuscade qu'ils avaient tendu à des troupes de l'Armée et l'occupation de deux bourgades et de trois tronçons de routes dans le département septentrional de El Petén entre les 7 et les 15 juin.

L'embuscade a eu lieu sur la route qui réunit le chef-lieu départemental Ciudad Flores avec la municipalité de Poptún, pendant que d'autres unités rebelles occupaient les voies qui relient les divers champs d'exploitation pétrolière dans le Sud du département.

SITUATION SOCIALE

LES ENSEIGNANTS: MANQUE DE SERIEUX DU PRESIDENT

Les milieux de presse locaux informaient le 23 juin que la corporation des enseignants n'avait pas reçu à la date prévue l'augmentation salariale promise depuis le mois de février par le Président Vinicio Cerezo.

Les dirigeants des enseignants ont critiqué le "manque de sérieux" du Président et ont fait savoir qu'ils organiseraient probablement des manifestations au cours des prochains jours.

MOUVEMENT POPULAIRE

PROTESTATIONS DEVANT LA HAUSSE DES TRANSPORTS

Le 20 juin, plus d'un millier d'habitants de la municipalité de Fraijanes, dans le département central de Guatemala se sont opposés publiquement à la hausse des transports hors-urbain, autorisée récemment par le gouvernement démocrate-chrétien.

De même, des habitants de la municipalité de San Juan Sacatepéquez dans le département de Guatemala, effectuaient, le 19 juin, diverses actions de protestation à l'encontre de cette mesure.

La répression gouvernementale devant de telles manifestations a eu pour conséquence: une femme blessée grièvement et plusieurs blessés et des personnes arrêtées.

GREVES DES PLANTEURS DE BANANES ET DU PERSONNEL MEDICAL

Le 20 juin, 2.000 travailleurs du secteur de la banane, dans le département nord-est d'Izabal entamaient une grève afin d'exiger des améliorations en matière de salaires et plus particulièrement les plantations de Arizona et Ariana.

Le personnel des centres de santé de l'Etat des villes de Cobán, Chiquimula, las Tintas, San Cristobal Verapaz, Chisec et Fray Bartolomé de las Casas ont suspendu le travail au cours des mêmes jours car le gouvernement n'avait pas rempli ses promesses de prestations sociales.

DROITS DE L'HOMME

VIOLATION DE LA LIBERTE DE PRESSE AU CONGRES

Le 20 juin, une dénonciation était établie par les chroniqueurs parlementaires devant les organes de presse et des Droits de l'Homme à l'exté-

rieur du pays et ce car les députés du Congrès de la République ont procédé à une série de violations de la liberté de la presse.

Le message, adressé à la Commission des Droits de l'Homme de l'ONU, à Genève et à la Société Inter-américaine de presse -SIP- ayant son siège à Miami est élaboré sur base des attaques dont sont victimes les journalistes du fait des publications liées à l'information sur des corruptions existantes dans l'ancienne Assemblée Nationale Constituyente, composée en grande partie des députés actuels.

UN SEQUESTRE PRESENTE DES TROUBLES PSYCHOLOGIQUES

Le 22 juin, l'épouse de la victime, Pilar Colomba Ramirez dénonçait le fait que son mari Juan Davis Escobar Garcia, âgé de 45 ans, enlevé le 30 mai dernier par des effectifs militaires dans les environs du détachement de l'Armée stationné à Santa Ana Berlín, dans le département de Qutzaltenango a été libéré, vivant le 16 juin mais atteint de symptômes de folie.

La femme de la victime affirme qu'outre les troubles psychologiques de son époux, ce dernier a souffert de graves lésions physiques, ce qui la pousse à dire qu'il a été soumis à des tortures au cours de sa captivité.

ASSASSINEE DEVANT SA FILLE

Madame Débora Rojas de Pérez, âgée de 39 ans, a été assassinée en présence de sa fille de sept ans dans la ville méridionale de Escuintla, par des effectifs gouvernementaux qui ont attaqué sa résidence avec des mitrailleuses et des grenades.

Juna Carlos Garcia Reyes, âgé de 17 ans, étudiant à l'Ecole Nationale des Sciences Commerciales fut enlevé par des effectifs des forces de sécurité, le 16 juin, dans une rue centrale de la capitale. Cette information provient de la dénonciation de l'enlèvement faite par ses parents, le 22 juin.

REFUGIES

L'AMBASSADEUR TALAVERA: IL Y A ENCORE 40.000 REFUGIES

Le 22 juin, l'Ambassadeur du Mexique au Guatemala, Abraham Talavera confirmait que seuls 1.800 réfugiés guatémaltèques étaient rentrés au pays depuis janvier dernier et que 40.000 autres personnes étaient encore en territoire mexicain.

Le diplomate a souligné que dans l'état mexicain de Chiapas les 20.468 réfugiés s'y trouvant constituent 52,9% du total de la population du lieu; dans l'état de Campeche, 12.325 personnes s'y trouvent encore soit 33,84% et les 5.894 restantes se trouvent dans l'état de Quintana Roo, soit 15,24%.

SITUATION POSITIVE DES REFUGIES NOUS INDIQUE LA COMAR

Le 23 juin, le coordinateur général de la Commission Mexicaine d'Aide aux Réfugiés -COMAR- Oscar González indiquait que les problèmes des réfugiés guatémaltèques se résolvaient "de façon positive" et moyennant les programmes agricoles lancés par le gouvernement mexicain dans les campements Quetzal Edzná et Maya Tecúm, dans l'état de Campeche, on a réussi à couvrir 50% de leurs besoins en céréales de base.

Le fonctionnaire a souligné que les experts de la COMAR et de la Communauté Economique Européenne avaient eu, récemment, une réunion de travail pour évaluer les programmes en faveur des réfugiés.